



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

ED/EFA/2008/ME/9
Oslo, Norvège, décembre 2008
Original: Anglais



Huitième réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT

16-18 décembre 2008

Oslo, Norvège

Résumé

Introduction

La huitième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous (EPT), organisée à Oslo, Norvège, du 16 au 18 décembre 2008, était coprésidée par M. Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO, et par M. Erik Solheim, ministre norvégien de l'environnement et du développement international. Précédée et suivie par des réunions techniques, la séance ministérielle du 17 décembre était divisée en trois séances plénières consacrées au renforcement de la gouvernance et des engagements en faveur de l'équité, aux moyens de surmonter les difficultés liées au recrutement et à la rétribution des enseignants et à la recherche de solutions pour assurer le financement de l'EPT. Par ailleurs, un déjeuner de travail a été l'occasion d'aborder le thème de l'éducation des filles dans le contexte de l'égalité des sexes et du développement.

Chaque séance plénière était modérée par deux coprésidents (un ministre de l'éducation et le représentant d'une institution partenaire de l'EPT) qui, après avoir présenté le thème traité, ont invité les intervenants à partager leurs opinions et leurs expériences. Toutes les personnes présentes ont ensuite pu prendre part à un débat général. Tous les ministres et vice-ministres présents ainsi que les hauts représentants des grandes organisations internationales ont participé activement aux séances du Groupe de haut niveau en qualité d'intervenant ou de coprésident. L'ordre du jour qui figure en annexe fournit la liste complète des coprésidents et des intervenants.

Au cours de ses débats, le Groupe de haut niveau a su identifier les actions nécessitant un suivi tout en plaçant l'éducation au cœur du développement. Les discussions ont abordé un certain nombre de thèmes de façon récurrente, notamment la nécessité de respecter l'appropriation nationale et les contextes culturels, de souligner les approches ascendantes et de traiter les questions d'amélioration de la qualité et de la gestion de façon globale.

Cérémonie d'ouverture – 16 décembre 2008

Organisée par le Gouvernement norvégien, la cérémonie d'ouverture du Groupe de haut niveau était composée d'une partie politique et d'une partie culturelle, toutes deux chaleureusement accueillies par l'ensemble des participants. Inaugurée par les discours de bienvenue prononcés par M. Jens Stoltenberg, premier ministre de Norvège, et par M. Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO, la cérémonie s'est notamment poursuivie par les interventions de S. M. la Reine Rania Al Abdullah du Royaume hachémite de Jordanie, de S. A. R. le Prince héritier Haakon de Norvège, ambassadeur de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour le développement, et de M. Abdoulaye Wade, président du Sénégal. M. Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations Unies, s'est également adressé aux participants par l'entremise de la vidéo. Au programme des activités culturelles de la cérémonie figuraient un spectacle de Mme Sissel Kyrkjebø, ambassadrice de bonne volonté du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), et plusieurs scènes émouvantes tirées de l'opéra Jenny, présentées par une troupe composée de professionnels et d'étudiants de Dissimilis, une organisation qui travaille avec les personnes atteintes de trisomie 21. Les participants ont également pu regarder une courte vidéo sur la mission à Madagascar récemment effectuée par le Ministre norvégien de l'environnement et du développement international, accompagné d'un groupe d'étudiants norvégiens. Pendant le film et la séance de questions-réponses qui a suivi la projection, les étudiants ont fait part de leurs observations sur les points communs et les différences entre leur système éducatif et celui de Madagascar.

Le débat qui a suivi sur le thème « Relever les défis mondiaux : l'éducation, catalyseur du changement », a rassemblé plusieurs participants de haut niveau représentant des gouvernements (Norvège et Afrique du Sud), des agences partenaires de l'EPT, des organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé. Les sept participants, ainsi que la modératrice Eva Bratholm, directrice du Département d'information et d'affaires publiques de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD), ont accordé une importance centrale aux exemples illustrant les effets bénéfiques de l'éducation. « En investissant dans les programmes d'éducation et de protection de la petite enfance, on accroît de 17 à 40 % les possibilités de gains et de 15 % chaque année de scolarisation supplémentaire. De tels arguments ne peuvent qu'emporter la conviction », a déclaré Mme Joy Phumaphi, vice-présidente de la Banque mondiale. Étant donné qu'il y a aujourd'hui 40 millions d'enfants scolarisés dans le primaire de plus qu'en 2000, les participants ont souligné qu'en dépit du contexte économique actuel, il fallait absolument préserver les progrès réalisés. Les recherches montrent qu'à chaque fois que le taux de croissance baisse d'un point, 20 millions de personnes sont jetées dans la pauvreté. « À l'heure où sévit la crise financière, les familles pauvres subiront des pressions encore plus fortes », a indiqué M. Nicholas Burnett, sous-directeur général de l'UNESCO pour l'éducation. « Il est essentiel de maintenir les dépenses afin d'aider les familles pauvres à continuer à envoyer leurs enfants à l'école. » Le Prince héritier Hakon de Norvège a invité les participants à ne pas invoquer la crise financière comme prétexte pour restreindre les dépenses du secteur social, en soulignant que son pays consacrait 1 % du produit national brut à l'aide au développement et que l'éducation comptait parmi les domaines prioritaires. M. Craig Barrett, président d'Intel Corporation, s'est fait l'écho de ces propos, en ajoutant, « Le seul moyen de sortir de la récession, c'est d'investir ».

Plusieurs intervenants ont déclaré avec insistance qu'il fallait maintenir la pression sur les gouvernements. Le Ministre sud-africain de l'éducation, Mme Naledi Pandor, a indiqué que les médias et les organisations de la société civile pouvaient contraindre les gouvernements à rendre compte de leurs actes en les surveillant plus attentivement. Les effets bénéfiques de l'éducation des filles ont constitué l'un des arguments les plus convaincants du débat. M. Greg Mortenson, co-auteur de « *Three Cups of Tea* » et directeur exécutif du Central Asia Institute (CAI), a parlé de son parcours, il a ouvert plus de 70 écoles dans des régions reculées du Pakistan et de l'Afghanistan, pour expliquer qu'à moins d'éduquer et d'autonomiser les filles, une société ne pouvait pas changer.

Les participants ont insisté sur la nécessité d'accorder une importance accrue à l'innovation et à la technologie sur une ampleur sans précédent, en particulier dans le contexte des stratégies destinées à combler le déficit d'enseignants et à améliorer le statut de la profession. Plusieurs exemples de pratiques novatrices ont été évoqués, comme la mise en place d'une procédure rapide pour orienter les diplômés sans emploi d'Afrique subsaharienne vers un programme de formation des enseignants de courte durée ou encore, le programme norvégien de bourses de formation au métier d'enseignant attribuées à des étudiants qui partent ensuite enseigner dans des régions rurales reculées pendant quatre à six ans. Pour M. Barrett, dont la société a contribué à former 6 millions d'enseignants dans le monde entier, « les technologies les plus simples peuvent accomplir des prodiges ». « Un simple poste de télévision et un DVD peuvent venir compléter l'enseignement dans la langue locale », a-t-il déclaré.

À la fin du débat, tous les participants ont répété que les objectifs de l'EPT n'étaient pas impossibles à atteindre et que les gouvernements étaient placés devant des choix concrets – par exemple, diminuer ou non le budget de l'éducation de base. « Nous devons donner la priorité à l'équité et agir à plus grande échelle », a préconisé M. Burnett. « Le déficit annuel de l'aide à l'éducation de base s'élève à 7 milliards de dollars des États-Unis, ce qui n'est pas grand-chose par rapport aux sommes qui sont dépensées ces jours-ci pour surmonter la crise financière. »

Réunion ministérielle – Mercredi 17 décembre 2008

Débat en séance plénière I

Éducation pour tous : Renforcer la gouvernance et s'engager en faveur de l'équité

Le premier débat en séance plénière de la réunion du Groupe de haut niveau concernait la recherche de solutions capables de réduire les inégalités dans le domaine de l'éducation pour garantir à tous les jeunes, les adultes et les enfants la possibilité de bénéficier d'une éducation de qualité. Il a été convenu qu'il fallait de toute urgence s'efforcer de déterminer quelles étaient les meilleures solutions pour favoriser l'emploi, sauver le secteur financier et redynamiser l'économie, tout en reconnaissant que l'éducation est une étape fondamentale – et cruciale – pour parvenir à ces résultats. M. Kevin Watkins, directeur de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT, a présenté les messages clés et les résultats du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2009 : Vaincre l'inégalité : l'importance de la gouvernance. Le thème principal de cette intervention, qui figure en annexe du résumé, concernait les fortes disparités dans l'éducation fondées sur le revenu, le sexe, le lieu de résidence, la langue et autres facteurs. M. Watkins s'est également intéressé à la gouvernance de l'aide et a sommé les pays de maintenir et d'intensifier leurs investissements et leurs efforts afin de consolider les avancées réalisées depuis 2000 et de vaincre tous les autres obstacles. Comme l'a observé M. Watkins tout au long de son intervention, ainsi que les participants qui lui ont succédé, pour s'attaquer sérieusement à la réforme de la mauvaise gouvernance et à l'amélioration de la qualité de l'éducation, il est nécessaire d'étudier de manière plus approfondie la décentralisation, le renforcement de la responsabilité aux niveaux mondial et national, le transfert du pouvoir et de la prise de décision aux écoles, le renforcement de l'autonomie des communautés, l'élargissement du choix et la concurrence, l'adoption de méthodes plus flexibles en matière de recrutement, l'efficacité de l'acheminement de l'aide, etc. Les actions suivantes ont été particulièrement mises en relief :

- Mener des recherches sur les nombreuses formes du désavantage qui exacerbent les problèmes cruciaux liés à l'équité et sur leurs conséquences.
- Renforcer les liens entre les objectifs de l'EPT, les OMD et d'autres politiques sociales, les traiter de manière globale ainsi que de manière verticale et horizontale.
- Transformer l'éducation en connaissances.
- Évaluer les populations les plus marginalisées et le coût de leur intégration aux systèmes éducatifs.
- Partenariats de collaboration (intersectoriels, interrégionaux, intercontinentaux).
- Réduire la fracture mondiale en termes de chances d'éducation et éliminer les disparités fondées sur les indicateurs économiques, politiques et sociaux.
- Veiller à ce que les gouvernements accordent suffisamment d'attention à l'analphabétisme et à la pénurie d'enseignants.
- Établir des liens entre la planification de l'éducation, les stratégies de lutte contre la pauvreté et les stratégies favorables aux pauvres.
- Élaborer des mécanismes de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre.

- Accorder une importance accrue à la planification à long terme, au-delà de l'enseignement primaire.

Déjeuner ministériel

Thème : L'éducation des filles, catalyseur de l'égalité des sexes et du développement

Les ministres ont été conviés à déjeuner par M. Erik Solheim afin que les questions relatives à l'égalité des sexes dans l'éducation reçoivent toute l'attention voulue au cours des débats du Groupe de haut niveau. Plusieurs participants ont déclaré que l'investissement dans l'éducation des filles était le plus rentable des investissements économiques. Les discussions ont ensuite essentiellement porté sur les meilleurs moyens d'améliorer l'accès et de retenir les filles dans l'enseignement primaire et secondaire. La compréhension des contextes culturels et l'amélioration des infrastructures de santé sont apparues comme les fondements essentiels des progrès de la parité des sexes. Il a par ailleurs été reconnu qu'en période de crise, les femmes et les filles étaient touchées de manière disproportionnée ; les participants ont ainsi exhorté les gouvernements et les bailleurs de fonds à ne pas renoncer à l'éducation pendant la crise financière qui frappe actuellement le monde.

Débat en séance plénière II

Recrutement et rétribution des enseignants

Comblé le déficit d'enseignants constitue un problème complexe qui concerne notamment le recrutement, l'affectation, la formation et le statut des enseignants. Selon les recherches, on estime à 18 millions le nombre d'enseignants supplémentaires qu'il sera nécessaire de recruter pour réaliser l'enseignement primaire universel (EPU) d'ici à 2015 (ce chiffre est donc beaucoup plus élevé si l'on tient compte de l'enseignement secondaire et supérieur ainsi que de la formation professionnelle). À l'heure actuelle, à peine 17 % environ du total de l'aide à l'éducation est affecté aux enseignants.

Les débats de cette séance ont dépassé les simples questions du recrutement et de la rétribution des enseignants : les participants se sont interrogés sur la manière d'améliorer le statut de la profession enseignante et ont abordé les questions générales de la gestion axée sur l'école. Beaucoup ont observé que les incitations en faveur des enseignantes ont un impact très net sur l'objectif de la parité entre hommes et femmes et qu'elles stimulent l'alphabétisation des adultes, en particulier dans les pays pauvres. L'un des participants a cité le proverbe suivant : « Mieux vaut un bon enseignant sous un arbre qu'un mauvais enseignant dans une classe, ou pas d'enseignant du tout ». Les propos suivants ont souvent été entendus au cours de la discussion :

- Réévaluer le rôle et la fonction de l'enseignant.
- Ce n'est pas avec des enseignants payés au rabais qu'on obtiendra une éducation de qualité.
- Identifier des mesures de responsabilisation afin d'encourager l'automotivation des enseignants (en fonction du nombre d'élèves de l'école, des notes d'examens, etc.).
- Encourager les travaux de recherche novateurs qui dotent les administrateurs des écoles des compétences requises.
- Mettre l'accent sur les méthodes et les programmes alternatifs, en accordant un regain d'attention au développement de carrière, à la formation technique, etc., afin d'attirer les

enseignants et les étudiants et de les retenir dans le système (traiter la question de la fuite des cerveaux).

Il a été convenu de constituer une équipe spéciale sur les enseignants afin de coordonner les initiatives en cours relatives à la formation des enseignants et d'éviter les doublons, notamment au niveau régional. Plusieurs participants, dont l'Allemagne, la Commission européenne, les États-Unis d'Amérique, la France, le Japon, la Norvège et le Ministère britannique du développement international (DFID) du Royaume-Uni ont déclaré qu'ils étaient prêts d'emblée à soutenir les efforts de ce groupe, en fournissant un soutien financier et/ou des experts techniques.

Débat en séance plénière III

Le financement de l'EPT : le respect du compact mondial

Une éducation de qualité exige un niveau élevé de financement et d'engagement politique. Il est clairement apparu aux yeux de tous les participants que la crise financière internationale ne devait pas servir de prétexte à une réduction du financement de l'éducation mais qu'elle devait au contraire inciter à investir encore davantage et à renforcer les avancées réalisées jusqu'à présent. Pour y parvenir, il conviendra dans un premier temps de mettre en relief les résultats de ces huit dernières années de manière stratégique, et ce afin de convaincre ceux qui ne font pas partie du secteur de l'éducation que les dépenses d'éducation sont justifiées tout en encourageant les gouvernements et les donateurs à accroître les financements. La communauté internationale a la responsabilité de veiller à ce que les pays à faible revenu continuent à être prioritaires, notamment les pays d'Afrique et d'Asie du Sud et de l'Ouest, point qui a également été souligné dans le document final d'autres rencontres internationales, comme le G-8, ainsi que dans le Plan d'action de l'Union européenne pour les OMD. Les participants ont pris acte du déficit de financement annuel du Fonds de mise en œuvre accélérée, estimé à 1 milliard de dollars des États-Unis pour les deux prochaines années, et ont invité les pays à envisager d'allouer des crédits supplémentaires à l'IMOA afin d'en garantir l'efficacité. Les autres recommandations ont notamment porté sur les thèmes suivants :

- Intensifier la coordination entre les donateurs internationaux (pays, société civile, secteur privé, etc.).
- Mettre en place des systèmes de suivi relatifs aux procédures de décaissement.
- Adhérer au Programme d'action d'Accra et à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et garantir le caractère prévisible de l'aide sur le long terme, en fonction des priorités et des besoins nationaux.
- Accroître l'aide en faveur de l'éducation en situation d'urgence, notamment grâce aux politiques et aux stratégies humanitaires.

Thèmes transversaux

Les avancées quantitatives réalisées au cours des dernières années font désormais place à un regain d'attention pour les interventions en faveur des groupes marginalisés, et ce d'autant plus que, selon les projections, 30 millions d'enfants ne seront toujours pas scolarisés en 2015. Dans le cadre des OMD et des objectifs de l'EPT reconnus internationalement, plusieurs thèmes transversaux revêtent une importance particulière à cet égard, comme le sexe, les résultats d'apprentissage, la protection des enfants, etc. Les propositions suivantes ont été formulées au cours des discussions du Groupe de haut niveau :

- Mieux comprendre les raisons qui poussent les enfants à travailler plutôt qu'à aller à l'école. Est-ce par manque de moyens, parce qu'ils ne perçoivent pas la valeur de l'éducation au sein de leurs communautés ou pour d'autres raisons encore ?
- Concevoir des programmes qui protègent les enfants et renforcent les efforts visant à permettre un plus large accès aux possibilités d'apprentissage.
- Promouvoir une culture et des environnements scolaires adaptés.
- Mener des campagnes de sensibilisation sur l'ensemble des objectifs de l'éducation.
- Accorder un regain d'attention aux questions hommes/femmes pour les étudiants et les enseignants, et plus particulièrement dans les zones rurales et dans les pays en proie à une situation de fragilité.

La Déclaration d'Oslo

Faisant suite aux débats en séance plénière, la séance consacrée à la discussion et à l'adoption de la Déclaration d'Oslo était présidée par M. Matsuura et M. Solheim. À partir de la séance de rédaction de la Déclaration (séance technique du 16 décembre) et en intégrant les débats susmentionnés, la Déclaration d'Oslo (voir en annexe) a été adoptée à l'unanimité par les participants du Groupe de haut niveau. Entre autres points, la Déclaration accorde une attention particulière à la nécessité de renforcer la gouvernance et l'engagement en faveur de l'équité, de recruter et de rétribuer les enseignants et de financer l'Éducation pour tous de manière efficace. La Déclaration appelle notamment les partenaires du développement à accroître l'aide publique au développement et à considérer le financement de l'éducation de base comme prioritaire.

Réunion de suivi technique – Jeudi 18 décembre 2008

La réunion de suivi consécutive à l'adoption de la Déclaration d'Oslo a eu lieu le jeudi 18 décembre 2008. L'objectif de cette réunion technique était de proposer et d'identifier des actions et des activités concrètes à mettre en œuvre en 2009 et ultérieurement, conformément aux points spécifiques de la Déclaration d'Oslo.

La réunion, coprésidée par l'UNESCO et la Norvège, était divisée en quatre parties afin de traiter les quatre points clés identifiés au cours de la réunion ministérielle du Groupe de haut niveau : les enseignants, le caractère central de l'éducation au regard du développement, l'équité et la gouvernance, et le financement.

1. Enseignants

M. Burnett a indiqué en premier lieu que l'équipe spéciale sur les enseignants avait pour but de coordonner les initiatives en cours sur la formation des enseignants et d'éliminer les doublons, en particulier au niveau régional.

La Norvège, la Commission européenne, l'Allemagne et le Royaume-Uni se sont engagés à fournir un soutien financier à l'équipe spéciale. La France, le Japon et les États-Unis d'Amérique ont également indiqué qu'ils étaient disposés à financer les activités de l'équipe spéciale mais qu'il leur fallait consulter leurs gouvernements respectifs avant de prendre des engagements précis.

M. Burnett s'est félicité de la proposition de l'UNESCO visant à accueillir un secrétariat restreint pour l'équipe spéciale, tout en soulignant à quel point il était important d'impliquer le plus

grand nombre de partenaires intéressés possible, y compris parmi les pays n'ayant pas participé à la réunion du Groupe de haut niveau de 2008. En cette qualité, l'UNESCO commencera à organiser la première réunion de l'équipe spéciale, prévue pour la fin février ou le début de mars 2009. L'Organisation internationale du Travail s'est proposée de soutenir l'UNESCO à cette fin.

S'agissant du fonctionnement de l'équipe spéciale et du secrétariat, la Norvège a mentionné les dispositions qui régissent l'équipe du Rapport mondial de suivi en indiquant qu'il s'agissait d'une entité « semi-indépendante » efficace et a invité les partenaires intéressés à commenter les projets de proposition par courrier électronique.

Au cours des débats, un certain nombre de principes et d'activités ont été proposés. Ils seront soumis à l'attention de l'équipe spéciale :

- Méthodes transparentes, ouvertes et inclusives en ce qui concerne l'adhésion et les contributions.
- Coordination des initiatives régionales.
- Forte participation des pays du Sud.
- Diffusion des bonnes pratiques.
- Coopération avec l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU).
- Activités créatives et novatrices.

Il a également été proposé que l'équipe spéciale étudie la possibilité d'aborder les questions suivantes : gestion des écoles, équilibre hommes-femmes, financement et professionnalisation des enseignants, enseignement dans la langue maternelle et enseignants postprimaires.

S'agissant du développement de l'équipe de travail, les participants ont convenu des mesures suivantes :

- Définir le mandat de l'équipe spéciale.
- Mener une discussion sur l'assistance technique et financière des partenaires désireux de contribuer.
- Mettre en place un secrétariat, qui sera hébergé par l'UNESCO.
- Dresser l'inventaire des initiatives en cours sur les enseignants.
- Étudier les liens possibles avec les initiatives en cours sur les enseignants (comme l'Initiative de l'UNESCO pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne, TTISSA).
- Convenir d'actions assorties d'échéances sur la base du Plan d'action.

2. L'importance centrale de l'éducation pour le développement

2.1 Action mondiale de plaidoyer

M. Steven Obeegadoo, directeur des relations avec les pays de l'Équipe de coordination internationale de l'EPT, UNESCO, a présenté le sujet en insistant sur l'action mondiale de plaidoyer en faveur des six objectifs de l'EPT tels que définis dans la Déclaration d'Oslo. Pour y parvenir, il convient de dresser un meilleur inventaire des activités menées par les partenaires de l'EPT tout en améliorant la planification et la coordination. À cette fin, et dans un premier temps, M. Steven Obeegadoo a proposé plusieurs activités telles que l'élaboration d'un calendrier des manifestations internationales pertinentes, la création d'une base de ressources commune et la mise en œuvre d'actions de sensibilisation conjointes.

La Campagne mondiale pour l'éducation (CME) s'est dite favorable à l'idée d'un engagement collectif et plus actif en faveur de la « Promotion 2015 », afin de poursuivre les efforts de plaidoyer et de sensibilisation au plus haut niveau. Dans le cadre de cette initiative, les partenaires de l'EPT s'engagent fermement à mobiliser leur institution/pays dans le but de promouvoir l'EPT et de progresser vers la réalisation des objectifs. La CME a indiqué que, pour atteindre ces objectifs de sensibilisation, il était essentiel, au regard des « actions mondiales de plaidoyer », de répertorier les acteurs potentiels et a demandé des renseignements complémentaires sur la base de ressources commune évoquée précédemment.

L'attention a été appelée sur la grave insuffisance des ressources de l'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'EPT (IMOA) et sur la nécessité d'établir des liens entre les actions mondiales de plaidoyer sur l'EPT et le financement de l'IMOA. Par ailleurs, il a été suggéré à l'équipe du Rapport mondial de suivi d'élaborer une fiche sur la situation globale du financement, en précisant quelles étaient les contributions des différents pays ainsi que les ressources supplémentaires qu'il convenait de mobiliser.

À la fin de la discussion, M. Burnett a réaffirmé qu'il était essentiel de suivre l'impact de la crise financière sur l'EPT. S'agissant du partage des responsabilités entre les différentes institutions partenaires, il a proposé que cette tâche soit menée sous la direction de l'UNESCO.

Prochaines étapes

- Établir un calendrier des manifestations internationales sur l'éducation, notamment lorsque d'autres secteurs pertinents du développement sont impliqués.
- Créer une base de ressources commune.
- Les institutions partenaires de l'EPT mèneront conjointement des actions de plaidoyer via un plan d'action commun de plaidoyer pour l'EPT.

2.2 Approche intersectorielle

Le paragraphe 6 de la Déclaration d'Oslo a ensuite été examiné. Son objectif a été commenté par M. Obeegadoo, à savoir, rassembler tous ceux qui se sont engagés à « mieux coordonner les initiatives en matière d'éducation, de santé et de nutrition ... en ciblant les jeunes enfants ». Comme l'a reconnu M. Burnett, il existe déjà de nombreuses initiatives dans ces domaines, mais il reste encore à rationaliser ces activités pour éviter les doubles emplois.

Bien que les partenaires de l'EPT soient conscients et confiants que l'investissement dans l'éducation et la protection de la petite enfance entraînera des bénéfices majeurs, il s'agit d'un

processus à longue échéance, de sorte que plusieurs pays continuent à faire part de leur difficulté à percevoir ces bénéfices. La Banque mondiale a donc proposé d'accorder une attention accrue à la compréhension et à la rentabilité des politiques opérationnelles, en s'attachant aux aspects les plus pragmatiques des bonnes pratiques concernant les dépenses nationales allouées à la petite enfance. La Banque mondiale a par ailleurs exprimé le souhait de partager une note conceptuelle élaborée par l'Institut de la Banque mondiale pour un cours sur l'éducation et la protection de la petite enfance.

Propositions

- S'appuyer sur le Groupe consultatif sur l'EPPE.
- Coordonner l'élaboration des matériels de sensibilisation.
- Favoriser les liens avec la Stratégie d'appui de l'UNESCO à l'éducation nationale (UNESS).

Prochaines étapes

- Dresser l'inventaire des analyses pertinentes des programmes et des activités en cours qui établissent des liens entre la santé, l'éducation et la nutrition en visant les jeunes enfants, à l'échelle internationale et nationale.
 - Travailler en liaison avec les quatre autres institutions partenaires ainsi qu'avec d'autres agences des Nations Unies (le Programme alimentaire mondial (PAM) a exprimé le souhait d'être impliqué).
 - Identifier les pays en développement et les partenaires du développement désireux de prendre part au partage des pratiques et à des actions spécifiques.
- * Il a été proposé que la Banque mondiale prenne la tête des prochaines étapes telles que définies ci-dessus mais il n'y a pas eu d'accord concret sur ce point.

3. Équité

Concernant le développement d'objectifs bien définis en matière d'équité, M. Hendrik van der Pol, directeur de l'ISU, a souligné la nécessité d'identifier quelles étaient les caractéristiques des groupes exclus ainsi que les causes de leur exclusion.

La complexité des liens entre équité et qualité a été soulignée, le point concernant l'équité dans la Déclaration d'Oslo a été évoqué dans la mesure où il concerne l'équité à la fois en termes d'accès et de résultats d'apprentissage. Le séminaire « L'apprentissage compte » organisé par l'UNESCO a été mentionné comme étant particulièrement pertinent à cet égard. M. Burnett a assuré les participants que les discussions qui ont eu lieu dans le cadre de ce séminaire seraient intégrées à d'autres mécanismes liés au même thème.

Au cours du débat, les participants ont soulevé d'autres questions clés, dont le partage des connaissances et des données, l'analyse de la législation et la diffusion des bonnes pratiques.

Propositions

- Créer un groupe de travail pour examiner ce qui peut être applicable et réalisable.
- Établir des liens sur ce thème avec l'IMOA et l'édition 2010 du Rapport mondial de suivi sur l'EPT (à paraître).
- S'appuyer sur les connaissances et le travail de l'équipe spéciale mondiale sur le travail des enfants et l'éducation.
- Renforcer la coordination entre la Banque mondiale, le Rapport mondial de suivi, l'ISU et Education Development Center (EDC).
- Réunir des données sur la marginalisation des enfants à l'école.
- Se pencher sur les niveaux d'enseignement postprimaires.

Prochaines étapes

- M. Burnett a indiqué que l'UNESCO examinerait cette question plus en détail et qu'elle tiendrait les participants informés des propositions concrètes qui auront été faites.

4. Financement

M. Olav Seim, directeur des relations avec les donateurs de l'Équipe de coordination internationale de l'EPT de l'UNESCO, a lancé le débat en soulignant la nécessité d'intensifier les actions de plaidoyer en faveur du financement et de renforcer la coordination avec les nouveaux donateurs et les donateurs non traditionnels. Il a également informé l'assistance que l'UNESCO prévoyait d'organiser en 2009 une conférence sur le financement de l'éducation et le développement à l'intention des donateurs non traditionnels.

L'absence de mesures de référence pour l'aide à l'éducation, et plus particulièrement pour l'éducation de base, a été décrite comme constituant un obstacle de taille. La nécessité de combler le déficit de financement de l'IMOA de toute urgence a par ailleurs été évoquée, de même que les engagements supplémentaires requis pour garantir la disponibilité des ressources en faveur des pays qui formulent des demandes de financement de l'IMOA en 2009.

Il a été proposé que la Banque mondiale se charge d'élaborer un mécanisme plus efficace afin de suivre les engagements financiers souscrits par les gouvernements et les partenaires du développement, y compris le suivi des décaissements. Il a par ailleurs été rappelé avec insistance que les gouvernements et les partenaires du développement devaient s'attacher à utiliser les moyens disponibles de manière plus efficace tout en mobilisant des ressources supplémentaires en faveur de l'éducation.

La Banque mondiale et l'UNICEF ont exprimé le souhait d'utiliser la Déclaration d'Oslo comme un outil leur permettant de consolider leur travail sur les coûts, dans la mesure où ils constituent un obstacle à l'éducation, en particulier l'analyse de la suppression des frais de scolarité.

Prochaines étapes

- Élaborer des mesures de référence sur l'aide à l'éducation à l'intention des pays donateurs.
- Plaider en faveur du financement, en particulier en ce qui concerne le renflouement de l'IMOA.
- Organiser une manifestation de haut niveau pour les nouveaux donateurs et les donateurs non traditionnels.

Annexe I : Discours de M. Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO, à l'occasion de la réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous (EPT)

Oslo, 16 décembre 2008

Majestés,
Monsieur le Président,
Votre Altesse Royale,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand plaisir que de vous accueillir à cette huitième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous.

Je souhaite remercier la Norvège, et en particulier son Premier Ministre, Monsieur Stoltenberg, d'avoir généreusement offert de nous accueillir et d'apporter un appui solide et constant à l'EPT.

Permettez-moi aussi de remercier nos invités spéciaux : Sa Majesté la Reine Rania de Jordanie, le Président du Sénégal, Monsieur Wade, et Son Altesse Royale le Prince héritier Haakon de Norvège. Vos discours donneront le ton à la réunion ministérielle de demain.

Nous nous réunissons en temps de crise ; c'est néanmoins un moment où s'ouvrent de nouvelles perspectives.

Ces dernières années, les inégalités sont allées croissant dans certains pays, mais aussi au plan international. L'effondrement des places financières mondiales, qui risque de frapper les pauvres le plus durement, pourrait encore aggraver ces inégalités.

La crise actuelle appelle donc une intensification de la coopération entre les pays. Elle nous oblige à agir de concert et à évoluer vers plus d'intégration, d'équité et de justice sociale.

En période de crise, il existe des possibilités à exploiter : à nous de montrer suffisamment de courage et de volonté politique pour y parvenir, en définissant clairement les objectifs que nous fixons pour nos sociétés en 2015 et au-delà.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Une dynamique solide s'est enclenchée lors du Forum mondial sur l'éducation, tenu à Dakar en 2000. Depuis, le taux d'inscription dans le primaire augmente deux fois plus vite que dans les années 1990. Certains des pays qui comptent parmi les plus pauvres de la planète ont enregistré des avancées spectaculaires. Ils allouent des montants plus élevés à l'éducation de base. Ils ont aboli les frais de scolarité, construit de nouvelles classes, engagé davantage d'enseignants et donnent accès à l'éducation aux plus marginalisés. L'aide extérieure appuie ce processus, qui gagne en efficacité et épouse de mieux en mieux les priorités nationales.

Nous devons nous faire l'écho de ces acquis, car ils sont la preuve que des engagements pris à l'échelle mondiale peuvent changer la donne. Chaque année, depuis 2002, le Rapport mondial de suivi sur l'EPT nous aide à comprendre de quoi il retourne. Il nous alerte en nous présentant les défis à relever et détermine les priorités pour l'action à venir.

La première consiste à placer l'équité au centre du programme d'action de l'EPT. Le Rapport de 2009 montre que des inégalités inacceptables compromettent le progrès. Les enfants des pauvres ont moins de chance d'être scolarisés que ceux des riches et ces enfants sont vulnérables. Le plus souvent, ils appartiennent à un groupe autochtone, à une minorité linguistique, à une communauté d'immigrés, vivent dans une région reculée, un taudis urbain ou une zone touchée par un conflit. Ils doivent souvent travailler pour soutenir leur famille. Cette situation nous laisse avec quelque 75 millions d'enfants qui ne sont toujours pas scolarisés dans le primaire, dont 55 % sont des filles.

Pourtant, nous savons quoi faire. Des politiques existent, qui permettent de s'attaquer aux causes de l'exclusion. À l'instar du programme « Case des tout-petits », au Sénégal, elles prévoient la prestation de soins et l'octroi d'une protection aux très jeunes, car on estime qu'un enfant sur trois, lorsqu'il entame sa scolarité, souffre de malnutrition. J'espère que le Président Wade, qui a tant fait pour promouvoir l'EPT, nous parlera plus en détail de ce programme novateur.

Il existe bel et bien des politiques appropriées, grâce auxquelles les ménages les plus pauvres bénéficient d'un soutien financier et de mesures incitatives. Elles vantent les avantages de l'éducation des filles, car les disparités entre sexes sur le plan de la scolarité, si elles s'amenuisent, demeurent importantes dans l'ensemble de l'Asie du Sud et de l'Afrique subsaharienne. Ces politiques sollicitent la coopération des parents et des communautés dans le cadre de l'exécution de programmes d'alphabétisation et de formation pratique.

Le succès doit être mesuré à l'aune de ce que ces politiques accomplissent en termes d'accès et d'apprentissage pour les 20 % d'individus les plus pauvres parmi la population ciblée.

Ce qui m'amène au deuxième défi qu'il nous faut relever : l'amélioration de la qualité. Des millions d'enfants quittent l'école avant d'avoir terminé le cycle primaire. Les évaluations des apprentissages font état de lacunes très importantes en écriture, en lecture et en calcul.

Il n'est pas possible d'échapper à l'extrême pauvreté et de participer pleinement à la vie des sociétés d'aujourd'hui, fondées sur la connaissance, sans avoir reçu une éducation primaire d'excellente qualité. Nous devons avoir davantage d'ambition pour la prochaine génération.

Notre réunion mettra en lumière le rôle des enseignants, sans lesquels il sera tout simplement impossible d'atteindre les objectifs de l'EPT. Le monde a besoin de 18 millions de nouveaux enseignants, ne serait-ce que pour parvenir à l'éducation primaire universelle. Mais il est difficile d'attirer de nouvelles recrues et de les conserver sur la durée.

Une alliance internationale doit voir le jour, qui aide les pays demandeurs à moderniser les conditions dans lesquelles s'exerce la profession d'enseignant. Nous avons besoin de professeurs capables de susciter un goût de l'apprentissage, qui soient sensibles aux différents besoins de leurs élèves et capables de les sensibiliser à l'environnement et à la citoyenneté responsable.

Le troisième défi est celui de l'aide. Nous sommes convenus à Dakar qu'aucun pays doté d'un plan crédible pour l'éducation ne serait laissé de côté par manque de ressources.

L'aide permet aux gouvernements de réduire le nombre d'enfants non scolarisés, de construire des écoles là où il n'y en avait pas et d'accroître les sommes allouées à l'éducation.

Mais le montant des annonces de contribution à l'éducation de base stagne depuis 2004 – autour de 4 milliards de dollars des États-Unis – d'où un déficit annuel de financement de quelque 7 milliards de dollars. À moins que les donateurs agissent sans attendre pour le combler, les progrès accomplis depuis Dakar seront gravement compromis.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Comment répondre à ces défis ? Comment aller de l'avant ?

Pour commencer, nous devons défendre la cause de l'EPT dans les cercles éducatifs, mais surtout à l'extérieur.

Dans une certaine mesure, on nous entend. Lors du Sommet que l'ONU a consacré aux OMD en septembre dernier, les dirigeants de la planète ont rappelé que l'éducation avait un rôle important à jouer dans la poursuite des objectifs de lutte contre la pauvreté. L'initiative « Promotion 2015 », lancée dans le cadre de la Campagne mondiale pour l'éducation, a donné lieu à des annonces de contribution de 4,5 milliards de dollars des États-Unis, au titre de l'amélioration de l'accès aux possibilités d'apprentissage.

Nous devons entretenir cette dynamique et faire mieux encore. Pour accélérer la marche vers l'EPT, nous devons agir ensemble maintenant et nous attaquer aux inégalités profondes qui persistent.

Il appartient au premier chef aux gouvernements de faire de l'équité un principe essentiel, qui soutende toutes les décisions relatives aux politiques et à l'allocation des ressources. Les donateurs ont le devoir d'apporter leur soutien à cette entreprise, d'accroître leur aide et de la canaliser plus efficacement vers les pays les plus pauvres et les groupes les plus marginalisés. L'Afrique subsaharienne, en particulier, a besoin d'un appui plus soutenu, plus viable et plus prévisible.

Notre objectif est de rendre les systèmes éducatifs à tous les niveaux plus ouverts, mieux adaptés à la diversité et plus attentifs à la qualité.

On ne peut se proposer d'améliorer la santé, la nutrition, les revenus et les pratiques environnementales sans investir dans les soins à la petite enfance, dans l'alphabétisation des adultes et dans les programmes de formation à l'intention des jeunes et des adultes.

Nous devons faire davantage – bien davantage – pour atteindre ces objectifs négligés de l'EPT.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

En dépit des progrès enregistrés depuis 2000, l'heure n'est pas à la complaisance. Des risques réels demeurent.

Il est inquiétant que plusieurs des nations qui sont le plus loin d'atteindre les objectifs de l'EPT réduisent depuis 1999 le montant des sommes qu'elles leur allouent.

Il est inquiétant que certains des donateurs les plus généreux n'octroient à l'éducation de base, dont nous dépendons pour construire l'avenir, qu'une part minime de l'aide bilatérale qu'ils consentent.

Il est inquiétant de constater que, si les tendances actuelles persistent, il y aura encore en 2015 29 millions d'enfants non scolarisés.

Enfin, on ne peut être que très inquiet à l'idée que, si l'on n'enregistre pas d'évolution d'ici là, il y aura encore en 2015 700 millions d'adultes incapables de lire et d'écrire, soit seulement 10 % de moins qu'aujourd'hui.

La crise financière ne saurait servir d'excuse à une réduction des dépenses allouées à l'éducation. Toute diminution des investissements consentis aujourd'hui sera difficile à compenser dans les années à venir. Si nous voulons que tous les enfants accèdent à l'enseignement primaire d'ici à 2015, nous devons agir sans attendre. L'éducation ne peut se satisfaire d'expédients. Il faut y investir sur le long terme. Les avantages qu'on en tire durent toute une vie et le retour sur investissement est élevé, tant au plan individuel que social. En bref, investir dans l'éducation est la politique la plus sage pour laquelle les gouvernements puissent opter, pour favoriser le développement national, pour multiplier les options offertes à leur population, pour bâtir des sociétés plus paisibles et plus unies.

Ce mois-ci, nous célébrons le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui affirme que « toute personne a droit à l'éducation ». Nous tous, présents ici aujourd'hui, nous avons les moyens, à des degrés divers, de matérialiser ce droit. Collectivement, nous pouvons faire œuvre utile. Que cette réunion soit l'occasion de réaffirmer notre engagement envers l'éducation pour tous et de redoubler d'efforts pour que cet objectif se concrétise.

Je vous remercie beaucoup.

Annexe II : Allocution d'ouverture du Premier Ministre norvégien Jens Stoltenberg

16 décembre 2008

Majestés,
Monsieur le Président Wade,
Votre Altesse Royale,
Monsieur le Directeur général,
Excellences, Mesdames et Messieurs,

Bienvenue à Oslo.

C'est pour nous un grand honneur que d'accueillir la réunion de haut niveau sur l'Éducation pour tous. Il y a trois mois, nous nous sommes réunis à New York pour réfléchir à la manière de faire progresser les Objectifs du Millénaire pour le développement. J'ai eu l'honneur de présider la table ronde sur l'éducation et la santé. Nous avons pris des initiatives concrètes pour construire des milliers de salles de classe et former des milliers d'enseignants. La Norvège est la seule à avoir annoncé qu'elle affecterait 150 millions de dollars des États-Unis à un programme de l'UNICEF en faveur de l'éducation des filles. À présent nous devons veiller à ce que le monde tienne ces promesses.

Pour que nous puissions atteindre le deuxième Objectif du Millénaire pour le développement des Nations Unies : l'enseignement primaire pour tous d'ici à 2015. En effet, bien que nous soyons à mi-chemin de notre échéance, il nous reste plus de la moitié du chemin à parcourir pour atteindre notre objectif.

Nous avons accompli des progrès considérables en vue de la réalisation de l'éducation primaire universelle.

Depuis le début de notre siècle, le nombre de ceux qui reçoivent une éducation a augmenté de près de 40 millions. Toutefois, 75 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés. Pour atteindre l'Objectif du Millénaire pour le développement sur l'éducation, on estime qu'il sera nécessaire de mobiliser chaque année 9 milliards de dollars des États-Unis.

Mais, pour citer Derek Bok, ancien président de l'Université de Harvard : « Si vous trouvez que l'éducation coûte cher, essayez donc l'ignorance ! »

En clair, l'éducation, c'est une question de bon sens. L'éducation, c'est rentable.

L'éducation accroît le revenu personnel. Ainsi que le revenu national. L'éducation réduit la pauvreté et l'inégalité. Elle pose les fondements d'une bonne gouvernance et d'institutions efficaces. En d'autres termes : sans éducation, pas de développement. Et rien n'est plus bénéfique au développement que d'investir dans l'éducation des filles.

L'éducation autonomise les femmes. Mais surtout, l'éducation est le fondement de notre développement en tant qu'êtres humains, le fondement de notre épanouissement et de l'estime que nous avons de nous-mêmes.

Mesdames et Messieurs,

Plus d'enfants à l'école signifie plus de moyens. Or, la priorité doit aller aux domaines où les défis sont les plus grands. Dans les zones rurales et dans les taudis urbains. Dans les pays les moins

développés et dans les États fragiles. Nous devons également améliorer la santé des enfants pour que les enfants puissent aller à l'école.

La crise financière ne nous facilite pas la tâche. Nous ne pouvons pas laisser la crise financière compromettre les efforts que nous déployons pour atteindre nos objectifs. Nous ne pouvons pas tolérer que les plus faibles soient le plus durement touchés. Nous devons tenir nos promesses. Nous devons consacrer les sept prochaines années au milliard d'en bas. La Norvège fera son devoir. L'année prochaine, l'aide publique au développement de la Norvège équivaldra à 1 % de notre produit national brut.

Mesdames et Messieurs,

Nous nous souvenons tous de notre premier jour à l'école. Nous étions curieux et enthousiastes. Pour la première fois nous entrevoyions l'univers infini de la connaissance. Chaque enfant a le droit de vivre un tel instant.

Notre travail à nous, politiciens, est de faire en sorte que cet instant devienne réalité pour les 75 millions d'enfants qui ne peuvent aller à l'école qu'en rêve.

Que cette conférence contribue à ce que l'éducation devienne réalité pour tous les enfants.

Je vous remercie.